

COMMUNIQUÉ – Sous embargo jusqu’à 10h30 (EST) le 10 septembre 2004



Une infirmière de Vancouver et la Pivot Legal Society lauréates de prix humanitaires canadiens

Pour leur lutte contre des violations de droits humains qui catalysent l'épidémie du sida

MONTREAL, 10 septembre 2004 – L’infirmière **Megan Oleson** et la **Pivot Legal Society**, toutes deux de Vancouver, sont les lauréates canadiennes de 2004 des *Prix de l’Action contre le VIH/sida et pour les droits humains*, décernés par le **Réseau juridique canadien VIH/sida** et **Human Rights Watch**.

« Les violations de droits humains, au Canada et dans le monde, continuent d’alimenter l’épidémie du VIH/sida », explique Ralf Jürgens, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Au Canada, les gouvernements sont trop lents à mettre en œuvre certaines mesures efficaces pour réduire la propagation du VIH et de l’hépatite C parmi les utilisateurs de drogue par injection – notamment des lieux sécuritaires pour l’injection. Au lieu d’actions pragmatiques, on continue de se fier démesurément sur l’application de lois répressives qui sont coûteuses et souvent inefficaces », déplore-t-il.

« Les actions de nos gouvernements sont fondées sur l’idéologie, plutôt que sur les considérations de santé publique et les droits humains. En pareil contexte, les récipiendaires des *Prix de l’Action contre le VIH/sida et pour les droits humains* sont des héros : ils agissent avec raison et avec passion, pour la santé et les droits humains, alors que le débat est bien souvent dominé par l’ignorance et les préjugés », ajoute Jürgens.

Megan Oleson, 26 ans, est une infirmière qui travaille sans relâche à protéger la santé et les droits humains de résidents parmi les plus vulnérables du quartier Downtown Eastside de Vancouver. Membre du Comité antipauvreté et du Vancouver Area Network of Drug Users (VANDU), Megan a été le fer de lance de plusieurs initiatives pour contrer des problèmes qui continuent de miner le Downtown Eastside : manque d’accès aux mesures de réduction des méfaits, manque de logements appropriés, pauvreté et brutalité policière.

Au printemps de 2003, pendant la vaste opération de répression policière contre les utilisateurs de drogue de ce quartier, Megan a réagi sans délai, en aidant à l’organisation d’activistes et utilisateurs de drogues locaux qui ont ouvert et fait fonctionner le lieu sécuritaire d’injection du « 327, rue Carrall » – premier établissement du genre en Amérique. L’initiative n’aurait pu se concrétiser sans le travail de Megan, qui a supervisé les injections, enseigné les pratiques d’injection plus sécuritaires et référé des individus aux services sociaux et de santé disponibles.

« On attendait depuis plusieurs années qu’un lieu sécuritaire pour l’injection ouvre finalement ses portes à Vancouver. Devant le spectre de délais supplémentaires, Megan est passée à l’action alors que

d'autres ont continué de piétiner », constate de Vancouver Thomas Kerr, le directeur de la recherche et des politiques de santé au Réseau juridique canadien VIH/sida.

La **Pivot Legal Society** [Société juridique Pivot], autre lauréate du Prix canadien de 2004, est un organisme sans but lucratif voué à la réforme du droit, à l'éducation juridique ainsi qu'à l'action légale stratégique, pour faire avancer les intérêts de personnes marginalisées et améliorer leur vie de manière novatrice. Fondée à l'automne 2002, Pivot dispose de peu de ressources mais fait preuve de vision et de dévouement, dans son travail pour réagir aux défis juridiques et de droits humains que rencontrent de nombreuses personnes qui font partie des plus négligées de la société, notamment les travailleurs et travailleuses sexuels, les utilisateurs de drogues illégales et les sans-abri du Downtown Eastside de Vancouver.

« Les efforts de Pivot, marqués par le courage et la ténacité, ont non seulement contribué à habiliter les utilisateurs de drogues les plus marginalisés de la Colombie-Britannique : ils ont aussi poussé la Ville de Vancouver et les autorités provinciales à s'attaquer avec plus de sérieux aux problèmes de harcèlement policier et aux violations de procédures dont étaient victimes les utilisateurs de drogue et les travailleurs sexuels », constate Joanne Csete, directrice du programme de Human Rights Watch sur le VIH/sida et les droits de la personne.

Lors de la cérémonie qui se tiendra aujourd'hui à Montréal, l'avocat John Richardson, le pilier de cet organisme et de son équipe bénévole dévouée, sera présent pour recevoir le Prix au nom de Pivot. La lauréate Megan Oleson sera présente également. Par ailleurs, Mme Karyn Kaplan et M. Paisan Suwannawong, du Réseau d'utilisateurs de drogue de la Thaïlande, seront aussi présents pour représenter leur organisme qui a été nommé *lauréat international* de 2004 du Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains, par le Réseau juridique et Human Rights Watch, le 14 juillet à Bangkok, lors de la Conférence internationale sur le sida.

« Alors qu'en 2003 une opération policière battait son plein, en Thaïlande, et coûtait la vie à de nombreux utilisateurs de drogue, le Thai Drug Users' Network a su attirer l'attention sur d'horribles violations des droits humains, informer les utilisateurs de drogue à propos de leurs droits, et agir pour que les politiques soient modifiées », raconte Csete. « Le travail courageux et pacifique de ce Réseau, dans une situation marquée par une grande brutalité, est un modèle d'héroïsme humanitaire de premier ordre. »

Les lauréats précédents des Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains sont le Dr Wan Yanhai, de Chine, l'AIDS Law Project d'Afrique du Sud, le Vancouver Area Network of Drug Users (VANDU) et le regretté Laurence Stocking, activiste canadien pour les droits des détenus.

Pour plus d'information sur les *Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains* ainsi qu'à propos des lauréats de cette année : www.aidslaw.ca/francais/Contenu/prix.htm.

Le **Réseau juridique canadien VIH/sida** (www.aidslaw.ca) a été fondé en 1992 pour promouvoir les droits humains des personnes qui vivent avec le VIH/sida et de celles qui y sont autrement vulnérables, au Canada et dans le monde. Il accomplit sa mission par le biais de recherche, d'analyse des lois et politiques, d'éducation, de plaidoyer ainsi que de mobilisation communautaire. Le RJCVS est le chef de file des organismes canadiens de plaidoyer en matière de droit, d'éthique et de politiques dans le contexte du VIH/sida.

Human Rights Watch (www.hrw.org) est un organisme non gouvernemental indépendant qui effectue des enquêtes périodiques et systématiques au sujet des atteintes aux droits de la personne dans quelque 80 pays. La réputation de qualité et de pertinence de ses rapports sur ces violations en fait une source essentielle d'information pour les personnes qui se préoccupent des droits humains. HRW examine les pratiques de gouvernements de toutes tendances politiques, de tous les horizons géopolitiques et de toutes les ethnies et convictions religieuses. Il se porte à la défense de la liberté de pensée et d'expression, d'une procédure juste, d'une protection égale en vertu de la loi, de même que d'une société civile vigoureuse; il documente et dénonce les atteintes aux droits humains universellement reconnus. Sa mission est d'appeler les gouvernements à mettre fin aux pratiques irrespectueuses des droits humains de leurs citoyens. HRW a vu le jour en 1978; il a aujourd'hui des divisions qui s'occupent de l'Afrique, des Amériques, de l'Asie et du Moyen Orient; des divisions consacrées aux thématiques des armes, des droits des enfants et des droits des femmes; de même que des programmes spéciaux sur le secteur corporatif et sur les droits humains et le VIH/sida. Il a des bureaux à New York, Washington, Los Angeles, Londres, Bruxelles, Moscou et Tashkent.